

Jacqueline BENEDEDOUCHE

Docteur en Droit

**NOTION DE NATIONALITE  
ET  
NATIONALITE ALGERIENNE**

*PREFACE DE*

**J. De GRANDCOURT**

Professeur à la Faculté de Droit d'Orléans

NATURE

*Ouvrage publié avec le concours du Conseil Provisoire  
de la Recherche Scientifique (Algérie)*



Jacqueline BENEDEDOUCHE

Docteur en Droit



# NOTION DE NATIONALITE ET NATIONALITE ALGERIENNE

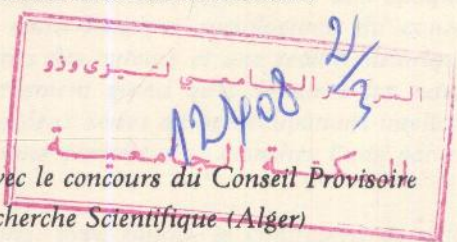
DEUXIEME EDITION

PREFACE DE

J. De GRANDCOURT

Professeur à la Faculté de Droit d'Orléans

Dr 120103



Ouvrage publié avec le concours du Conseil Provisoire  
de la Recherche Scientifique (Alger)

Société Nationale d'Édition et de Diffusion

3, Boulevard Zirout Youcef

ALGER

## TABLE DES MATIERES

PREFACE .....	7
INTRODUCTION .....	11
<p>1. Importance de la théorie générale de la nationalité. 2. Différentes analyses de la notion de nationalité. 3. Eléments dégagés par M. Maury à partir du droit positif. 4. Essai d'insertion dans le concept lui-même. 5. Choix de la nationalité algérienne pour la vérification du critère proposé. 6. Plan.</p>	

### PREMIERE PARTIE LA NOTION DE NATIONALITE

7. Plan .....	15
TITRE PREMIER: <i>LA COMPLEXITE DE LA NOTION DE NATIONALITE</i> .....	17
8. Multiplicité des définitions. 9. Plan.	
CHAPITRE I: L'AMBIVALENCE DU DROIT FRANÇAIS .....	19
10. L'aspect privatiste du droit français. Plan.	
<i>Section I: Les données doctrinales</i> .....	19
11. Conception mixte de la nationalité. 12. Position de M. Batiffol.	
<i>Section II: Explication historique</i> .....	21
13. Plan.	
A. Période féodale et monarchique .....	
14. Epoque féodale. 15. Période monarchique. 16. La nation jusqu'à la Révolution.	
B. La période révolutionnaire et la citoyenneté .....	
17. Dissociation du droit français et des droits européens. 18. Observation sur les diverses tendances révolutionnaires.	
1) L'individualisme révolutionnaire .....	
19. Double obstacle à l'individualisme. 20. Liaison avec l'aspiration à l'unité.	
2) Les étrangers et la citoyenneté .....	

21. Identité de la citoyenneté des étrangers et de celle des nationaux.	
22. Attribution des droits politiques aux étrangers. 23. Réponse à l'objection du retrait de fait des droits politiques. 24. Attribution des droits civils.	
C. Le passage de la citoyenneté à la nationalité .....	28
25. Conséquence de l'autoritarisme. 26. Cristallisation des droits politiques autour de la citoyenneté. 27. Liaison des droits civils et de la nationalité: sens du Code de 1804.	
D. L'évolution au-delà de 1804 .....	30
28. Schéma général.	
1) De la Nation à la communauté nationale .....	30
29. Importance prise par le rattachement à l'Etat. 30. L'individu et la communauté nationale: aspect sociologique du rattachement.	
2) Persistance de l'aspect privatiste .....	32
31. Aspect privatiste dans la doctrine. 32. Intérêt théorique de la controverse sur la nature du droit de la nationalité. 33. Interprétation de l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de Cassation du 2 février 1921. 34. L'aspect privatiste de la législation française: la possession de la nationalité, question préjudicielle; l'arrêt <i>Godek</i> , Conseil d'Etat, 4 février 1966. 35. En matière de preuve de la nationalité. 36. Effets du mariage putatif: pas de lien avec l'aspect privatiste. 37. Questions préalables de statut personnel: rejet de la règle de conflit et non pas conséquence de l'aspect privatiste. 38. Sens de l'article 34 de la Constitution de 1958: ambivalence.	
39. Conclusion.	
CHAPITRE II: LA NATIONALITE EN DROIT COMPARE .....	39
40. Netteté de l'opposition du droit français et d'autres droits (allemand et anglais). Plan.	
Section I: Droit allemand et notion de nationalité .....	39
41. Plan. 42. Observation terminologique.	
A. Etatisme et nationalité allemande .....	41
43. Trois manifestations de l'étatisme. 44. Appartenance à l'Etat, depuis 1842 jusqu'à 1949. 45. Evolution des termes <i>Volk</i> et <i>Deutscher</i> . 46. La nationalité et les constitutions.	
B. Fédéralisme et nationalité .....	44
47. Le rattachement à l'Etat-membre.	
C. Le rapport étatisme-fédéralisme .....	45
48. Problème de la nature du rapport individu-Etat. 49. Primauté du rapport étatique, de 1842 à 1949. 50. Problème de la nationalité des <i>Länder</i> : existence. 51. Conclusion.	
Section II: La nationalité en droit anglais .....	47
52. Plan.	
A. L'inexistence du concept .....	48

53. Réalité de l'allégeance: affaire <i>Calvin</i> , 1609 et affaire <i>Stepney</i> , 1886.	
54. Personnalité de l'allégeance: <i>British Nationality Acts</i> (1914 et 1948).	
55. Inexistence d'un concept de nationalité du Royaume-Uni et du Commonwealth.	51
B. Le rôle réduit de la nationalité .....	
56. Faible utilité du concept en droit anglais. 57. Priorité de l'Etat.	
58. Rapprochement avec le droit français par le biais de la notion de domicile.	
59. Conclusion.	
TITRE DEUXIEME: LES CRITERES APPLICABLES A LA NOTION DE NATIONALITE .....	55
60. Elimination des critères déjà proposés; base du critère choisi. Plan.	
CHAPITRE I: LA NOTION DE NATIONALITE D'APRES SA NATURE JURIDIQUE .....	57
61. Nationalité, qualité ou relation juridique. Plan.	
Section I: Le critère et son inapplicabilité .....	57
62. Plan. 63. Confusion terminologique. 64. Equivalence des conséquences.	
Section II: Le point de départ de l'analyse .....	59
65. Priorité de la relation Etat-individu. 66. Antériorité juridique de l'Etat.	
CHAPITRE II: LA CONCEPTION ETATIQUE DE LA NATIONALITE ...	61
67. Plan.	
Section I: Conception étatique et droit romain .....	61
68. Plan. 69. Possibilité d'influence du droit romain. 70. Préfiguration du droit allemand et du droit français révolutionnaire. 71. Limite de l'analogie.	
Section II: Le rejet du critère étatique .....	64
72. Critique de la conception étatique par M. de Castro. 73. Motifs réels du rejet. 74. Point de départ: postulat de M. Wengler. Plan.	
Sous-Section I: La compétence étatique en matière de nationalité .....	66
75. Conflit avec le droit international: les avis consultatifs de la C.P.I.J. des 7 et 15 septembre 1923. Plan.	
A. Le rôle du droit international .....	68
76. Absence de délégation du droit international au droit interne.	
77. Egalité des souverainetés étatiques et non suprématie du droit international. 78. Exemple de la succession d'Etats: le droit à la nationalité, discussion. 79. L'obligation éventuelle de l'Etat successeur est une obligation de droit interne, même en période transitoire.	
B. L'insertion des données sociologiques .....	72
80. Problèmes choisis.	
1) La déchéance de nationalité .....	72

81. Le motif du défaut de loyalisme. 82. Faible rôle des données sociologiques: le défaut d'insertion dans la communauté nationale, motif de la déchéance.	
2) Le droit d'option dans la succession d'Etats .....	72
83. Incidence du problème des minorités. 84. Jeu de l'élément sociologique.	
3) La nationalité de la femme mariée .....	76
85. Sens sociologique du problème.	
86. Conclusion.	
<i>Sous-Section II: La relativité des effets de la nationalité dans l'ordre international</i> .....	80
87. Problème de la nationalité effective. Plan.	
A. Domaine d'application .....	81
88. Solution du conflit de deux nationalités étrangères devant une juridiction tierce: application par les tribunaux internes et par les juridictions arbitrales. 89. Nationalité effective et <i>lex fori</i> . 90. Contestation concernant une seule nationalité: l'arrêt <i>Nottebohm</i> et les arrêts ultérieurs.	
B. Portée de la théorie .....	86
91. Difficulté de réception. 92. Possibilité, cependant, de son utilisation.	
93. Conclusion.	
<i>Sous-Section III: La relativité des effets de la nationalité dans l'ordre interne.</i>	88
94. Rupture de l'unité de la notion de nationalité: droit colonial.	
A. La rupture de l'unité de la notion .....	89
95. La distinction homme libre-esclave en droit colonial français. 96. La distinction citoyen-sujet. 97. Le régime spécial aux Musulmans. 98. La citoyenneté et son évolution jusqu'à 1946.	
B. Le fondement de la rupture .....	95
99. Absence de fondement juridique. 100. Refus de la rupture en doctrine.	
101. La rupture n'était pas une nécessité juridique: Etablissements de l'Inde et Sénégal. 102. Caractère exceptionnel des statuts locaux par rapport au droit français jusqu'à 1946. 103. Appel aux considérations d'ordre sociologique: définition du statut personnel du droit colonial.	
104. Caractère pré-juridique du statut personnel colonial: sens de la jurisprudence relative à la conversion. 105. Rapprochement avec le droit colonial britannique, malgré l'opposition apparente. 106. Le droit d'entrer dans le Royaume-Uni et la qualité de sujet britannique. 107. Le <i>Commonwealth Immigrants Act</i> du 1er mars 1968. 108. L' <i>Immigration Act</i> du 28 octobre 1971. 109. <i>L'I Act</i> et le droit international. 110. Différence avec la nationalité effective.	
CHAPITRE III: LA CONCEPTION SOCIO-POLITIQUE DE LA NATIONALITE .....	112
112. Plan.	
<i>Section I: Du critère sociologique au critère socio-politique</i> .....	112

113. Plan. 114. Nation et Etat. 115. La notion socio-politique. 116. Application de la notion socio-politique. 117. Sens du rapport individu-Etat.	
<i>Section II: L'élargissement du critère</i> .....	115
118. Nationalité et structure étatique: supra-nationalité et inter-étatialité.	
119. Conclusion.	

## DEUXIEME PARTIE DE LA NATIONALITE ALGERIENNE

120. Plan .....	118
CHAPITRE PRELIMINAIRE: DECOLONISATION ET NATIONALITE EN ALGERIE .....	120
121. Plan.	
<i>Section I: Restauration ou création de la nationalité</i> .....	120
122. Problème de la nation et de l'Etat.	
<i>Section II: Le choix de la technique juridique</i> .....	121
123. Reprise de la technique classique. 124. Sens de cette reprise.	
TITRE PREMIER: POUR UNE NATIONALITE ALGERIENNE .....	124
125. Plan.	
CHAPITRE I: L'EXISTENCE DE LA COMMUNAUTE EN ALGERIE ...	126
127. Plan.	
<i>Section I: La période antérieure à l'indépendance</i> .....	127
A. La communauté primitive, l' <i>umma</i> .....	127
128. Evolution générale de la communauté musulmane.	
B. Communauté musulmane et nationalité au XIXème siècle .....	128
129. Premières étapes. 130. La loi ottomane du 18 janvier 1869: laïcisation partielle. 131. L'affaire <i>Abd ul Hakim</i> (1905).	
C. L'attachement à la communauté musulmane en Algérie pendant la période coloniale .....	131
132. Le régime propre à l'Algérie. 133. Echec de la politique d'assimilation.	
<i>Section II: L'indépendance et le Code de 1963</i> .....	133
134. Plan.	
A. Problèmes fondamentaux et leurs solutions dans les textes révolutionnaires .....	134
135. Complexité du problème de la nationalité. 136. La disparité communautaire. 137. L'aspiration à l'unité.	
B. L'élaboration du Code de 1963 .....	137
138. La restauration de la communauté nationale.	
1) La nationalité algérienne d'origine .....	138

139. L'article 34 du Code de 1963.	
2) Le sort des anciens Français d'Algérie .....	140
140. Minorité et communauté (rejet de l'analyse de B. Etienne et de la référence à l'exemple libanais). 141. Le choix du législateur algérien.	
3) Autres catégories .....	144
142. L'article 8, l'article 43 du Code, la nationalité des Israélites	
143. Conclusion.	
CHAPITRE II: DE L'ETAT ALGERIEN .....	147
144. Plan.	
Section I: La souveraineté étatique algérienne .....	147
145. Négation de l'Etat ou reconnaissance d'une souveraineté locale.	
146. Différence avec la Tunisie. 147. Caractère national de la lutte pour l'indépendance.	
Section II: Restauration de l'Etat et nationalité .....	150
148. Problème de date. 149. La nationalité du F. L. N. 150. La nationalité en 1958.	
151. Conclusion.	
TITRE DEUXIEME: L'AMENAGEMENT DES PRINCIPES .....	153
152. Plan.	
CHAPITRE I: LES SOURCES DU DROIT DE LA NATIONALITE .....	154
153. Plan.	
Section I: La hiérarchie des sources du droit de la nationalité .....	154
154. Plan.	
Sous-Section I: Les traités et l'ordre juridique interne .....	155
155. Plan.	
A. L'insertion des traités dans l'ordre juridique interne .....	155
156. Plan. 157. Définition des traités. 158. Mode de ratification.	
159. Problème particulier des accords d'Evian.	
1) Les accords d'Evian sont-ils des accords internationaux?	
2) Font-ils partie des ordres juridiques français et algérien?	
160. Position française et algérienne.	
2) Font-ils partie des ordres juridiques français et algérien?	
161. Leur absence de ratification. 162. L'absence d'un décret prescrivant leur exécution.	
B. L'application des traités .....	159
163. Plan. 164. Interprétation des traités. 165. Conflit avec la loi interne. 166. Cas de l'article 43 du Code de 1963. 167. Les accords d'Evian et l'arrêt du 14 février 1967.	
Sous-Section II: La hiérarchie des sources internes .....	163
169. Plan. 170. La loi et l'ordonnance. 171. Rôle des autorités administratives. 172. Réglementation de la nationalité. 173. Application des textes.	

Section II: L'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et la nationalité algérienne .....	166
174. Plan. 175. L'apatridie. 176. Le droit de changer de nationalité. 177. La déchéance de nationalité. 178. Cas des personnes ayant lutté pour la libération nationale. 179. Conclusion.	
CHAPITRE II: L'ATTRIBUTION ET L'ACQUISITION DE NATIONALITE. 170	
180. Plan.	
Section I: Jus sanguinis et jus soli .....	170
181. Plan. 182. Sens du jus sanguinis. 183. Rejet du critère de l'aptitude. 184. L'art. 8 et l'art. 14 du Code de 1963. 185. Rôle complémentaire du jus soli. 186. Interprétation restrictive quant à la résidence habituelle en Algérie.	
Section II: Jus sanguinis et structure familiale .....	175
187. Plan. 188. Place faite à la filiation maternelle. 189. Reconnaissance de la filiation naturelle a matre.	
Section III: La naturalisation .....	177
190. Plan. 191. Conditions de la naturalisation. 192. L'art. 3 du Code de 1970. 193. Effets individuels et collectifs de la naturalisation. 194. La naturalisation de la femme étrangère mariée à un Algérien. 195. Contradiction dans la réglementation de la législation applicable à la femme mariée étrangère.	
Section IV: L'avenir du Code .....	180
196. Plan. 197. La preuve de la nationalité d'origine et la référence au statut musulman. 198. Autres modes de preuve. 199. La laïcisation n'est pas une nécessité. 200. Modalités possibles d'évolution de la législation.	
CONCLUSION .....	183
201. Généralité du critère proposé.	
TEXTES	
Code et circulaire d'application de 1963 .....	185
Code de 1970 .....	206
BIBLIOGRAPHIE des principaux ouvrages, articles et notes .....	213